



# PRIVATIZATION WATCH

Par l'Internationale des Services Publics

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, lire en ligne ou [téléchargez une version PDF](#)

26 avril & 24 mai 2017

CONNECT ORGANISATIONS

EMPOWER CAMPAIGNERS

ANALYZE AND FORESEE  
PRIVATISATION TRENDS

SPREAD BEST PRACTICES  
ON FIGHTING  
PRIVATISATION

Le mardi 20 juin, l'Internationale des services publics (ISP) et EURODAD ont organisé un atelier en commun intitulé « [atelier des ONG et des syndicats sur les partenariats public-privé \(PPP\) : élaborer une campagne mondiale sur les PPP](#) », au cours duquel l'ISP a présenté sa plate-forme LE PEUPLE AU-DESSUS DU PROFIT, qui sera lancée au cours des mois à venir.



Cet article explique comment [les éléments économiques moteurs de l'intégration et de la mondialisation peuvent générer l'exclusion et la dégradation de l'environnement](#). Il s'intéresse également à un instrument en voie de normalisation : les contrats public-privé. Des contrats unilatéraux peuvent engendrer des bénéfices pour le secteur privé mais des pertes sociales et économiques pour le secteur public, en créant de l'exclusion et en menaçant la souveraineté de l'État, notamment le « droit de réglementer » de l'État dans l'intérêt du public, par exemple pour protéger les droits humains ou limiter le réchauffement climatique.

---

Il existe une « [approche en cascade](#) » de la Banque mondiale, qui consisterait à « ne recourir aux finances publiques que si toutes les tentatives de financement commercial avaient échoué, sans déterminer si ces financements allaient dans l'intérêt du public, notamment les objectifs de développement durable ainsi que les objectifs sociaux, environnementaux et liés aux droits humains. En outre, si le financement commercial se révèle néfaste pour le développement durable, l'approche en cascade ne prévoit pas de mesures pour remédier au problème ».

---

**L'unité de recherche internationale sur les services publics de l'ISP (PSIRU) a publié un nouveau dossier** au sujet des « [erreurs catégoriques sur la renationalisation de l'eau](#) » que commettent les principaux économistes lorsqu'ils formulent des pronostics sur les résultats de la renationalisation de l'eau. Le dossier indique que ces erreurs sont dues à une mauvaise représentation de la mentalité et de la motivation des secteurs public et privé. L'article de Chris Piles et Gill Plimmer (« [La nationalisation revient au centre du débat politique](#) », *Financial Times*, 17 mai) offre une illustration très précise des erreurs fondamentales commises par les principaux économistes en comparant les avantages des services d'eau public et privé.

---

## Afrique & pays arabes

En dépit [d'une critique généralisée des défauts des « partenariats public-privé »](#), en particulier au niveau de leurs [méthodes de financement](#), un « sommet » de la Société financière africaine (AFC) tenu à Abuja [a redoublé d'éloges à leur égard](#). Les « [partenaires stratégiques](#) » de cette réunion comptaient, entre autres, l'organisme [African Private Equity and Venture Capital Association](#).

-----

Un juriste du secteur de la santé, [Robert Breeden](#), rappelle le rôle primordial que joue la Société financière internationale de la Banque mondiale dans le [développement du secteur privé de la santé en Afrique](#). Il recommande les services de son entreprise : « Gowling WLG dispose d'une équipe d'experts en PPP qui ont de nombreuses années d'expérience dans des secteurs diversifiés, dont la santé. Son équipe de juristes spécialisés en PPP dans le domaine de la santé étudie actuellement plusieurs projets liés à la santé, notamment des PPP à part entière dans les agrandissements des hôpitaux et la prestation de services. L'entreprise entretient par ailleurs d'excellentes relations de travail avec le gouvernement de divers pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique subsaharienne, ce qui contribue à rationaliser le travail effectué et à assurer l'efficacité de l'approvisionnement et du processus de négociation ».

Breeden écrit au sujet de la Banque mondiale : « La SFI et ses partenaires sont actuellement les plus gros investisseurs dans le secteur privé de la santé en Afrique et ils ont récemment mis au point une stratégie visant à investir 1 milliard USD pour aider au développement économique, en encourageant la croissance des entreprises privées performantes dans des zones sous-développées. (...) Comme les entreprises à caractère social et les ONG, certains investisseurs du secteur privé ont perçu le potentiel et investi dans le secteur de la santé africain. En 2015, une chaîne malaisienne d'hôpitaux privés appartenant à la société d'investissement américaine Columbia Pacific Management a fait part de son intention de s'implanter à Nairobi ; par ailleurs, l'investissement le plus important réalisé dans la pharmacie de détail en 2016 en Afrique de l'Est fut l'acquisition de Goodlife Pharmacy par une société britannique de capital-investissement, Leapfrog. Vous comptez investir ? Pensez aux PPP ».

-----

Caerus Capital LLC, un cabinet de conseil spécialisé dans l'investissement établi à Washington, a publié un [long rapport de 280 pages](#) en faveur de la privatisation ou de la privatisation partielle (par le biais des « partenariats public-privé ») des établissements scolaires africains afin de « compléter le secteur public ».

-----

**Afrique du Sud :** « **Les partenariats public-privé** » dans le secteur de l'éducation suscitent une réaction mitigée, comme en témoigne [le dialogue ouvert sur l'état de la scolarisation en Afrique du Sud](#). « Nous vivons à une époque où les partenariats public-privé reviennent en force malgré toutes les données qui démontrent qu'ils n'ont **pas particulièrement réussi à tenir leurs promesses** », déclare Heather Jacklin, maîtresse de conférences à l'UCT. « Jacklin a également précisé que la réforme scolaire ne pourrait pas se faire entièrement site par site comme le prévoit le projet de collaboration entre établissements scolaires ».

**Afrique du Sud :** Le syndicat des employés municipaux *South African Municipal Workers' Union (SAMWU)* de Mangaung [déclenche une grève à part entière](#) pour demander de « **cesser l'externalisation et la privatisation des services municipaux dans tous les domaines**, par exemple la finance (gestion des compteurs), l'eau et l'assainissement (plomberie/maintenance), Centlec (recours à l'entreprise d'électricité privée Ikageng pour l'entretien de l'éclairage urbain et l'installation de compteurs d'électricité prépayés), les déchets solides (appel aux entreprises privées pour la collecte des ordures), la gestion des véhicules (véhicules de compactage non réparés, le service ayant été confié à des entreprises privées) ». Les travailleurs protestent également contre le « traitement injuste des employés de Centlec et le refus de laisser le syndicat s'exprimer en faisant porter des accusations sur les délégués syndicaux ».

**Afrique du Sud :** Le syndicat des employés municipaux *South African Municipal Workers' Union (SAMWU)* de Johannesburg et sa banlieue a remis une [liste de demandes aux autorités municipales](#) comprenant notamment « l'embauche de tous les travailleurs contractuels ».

**Afrique du Sud :** Le Vice-président Cyril Ramaphosa félicite le syndicat d'enseignants *South African Democratic Teachers Union (SADTU)* pour avoir [continué de « lutter contre la privatisation de l'enseignement](#) en veillant à ce que le droit à l'éducation profite au plus grand nombre, et à ce qu'il ne soit pas réservé à quelques privilégiés ».

**Algérie :** [Plus de 500 syndicalistes de la zone industrielle de Rouïba](#) ont défilé pour protester contre les salaires impayés, les conséquences de la crise économique provoquée par les mesures d'austérité sur leurs entreprises publiques, et l'impact d'une nouvelle loi du travail draconienne. **Mokdad Messaoudi, le Secrétaire général du syndicat local (UGTA), qui représente 86 sections syndicales**, a déclaré : « L'entreprise publique Hydro Technique n'a pas payé ses 2000 employés depuis deux mois. (...) Cette entreprise ne peut pas mener à bien ses projets ni même régler ses frais au regard des autorités fiscales (...) **Non seulement ils ne sont pas payés, mais en plus ils sont accusés de ne pas obtenir de bons résultats. Tout cela dans le but de justifier une future privatisation** ».

**Arabie saoudite :** Le gouvernement saoudien [recherche des entreprises américaines](#) pour investir dans le **secteur de la santé** à une ampleur « sans précédent ». « SE Dr. Tawfig AlRabiah, le ministre saoudien de la Santé, a déclaré : 'Le projet saoudien Vision 2030 nous donne l'impulsion pour aller de l'avant, à l'aide de mesures importantes concernant les réformes nécessaires à l'amélioration du secteur de la santé dans le royaume. **Ces réformes reposent sur les partenariats public-privé** et les meilleures pratiques utilisées dans le monde. Nous recherchons des investisseurs étrangers dans ce secteur fondamental et nous voulons mettre en œuvre cette initiative en contactant un maximum d'acteurs américains importants' ». **Le ministère saoudien de la Santé cherche actuellement des conseillers en privatisation** pour ses « [projets d'installer près de 3000 établissements de soins dans le cadre de partenariats public-privé](#) ». Le ministre des Finances Mohammed Al Jadaan a précisé qu'il y avait « une autre série de projets qui allaient être confiés au secteur privé soit par le biais de [PPP \(partenariats public-privé\) soit en procédant à une privatisation à part entière](#). Cela concerne en particulier le domaine des sports, par exemple les stades et d'autres installations sportives, certains projets du secteur de l'éducation, notamment les établissements scolaires, **essentiellement les écoles publiques**. Des discussions sont en cours au sujet de 14 autres secteurs, tels que **la santé, l'électricité ou la désalinisation de l'eau** ». Avec ces privatisations, environ une centaine de nouvelles entreprises pourraient être cotées en Bourse dans les secteurs de l'exploitation minière, de **la santé** et du commerce de détail, [d'après un des responsables de HSBC](#).

**Égypte :** **Une nouvelle loi sur l'investissement destinée à promouvoir la privatisation de terrains publics rencontre des difficultés**. « La nouvelle loi sur l'investissement stipule que chaque ministère doit désigner un représentant au centre des services aux investisseurs afin d'autoriser la privatisation de terrains appartenant à l'État. Toutefois, cette loi ne résout pas un problème de longue date : divers organismes d'État revendiquent souvent le droit à la propriété du même terrain. En conséquence, les investissements risquent de se retrouver au centre de conflits entre certains ministères et les autorités ». De surcroît, les **incitations fiscales figurant dans la nouvelle loi pourraient porter préjudice aux recettes de l'État**. [Economist Intelligence Unit, 15 mai 2017]

**Ghana :** Les modalités de la privatisation partielle de l'entreprise Electricity Company of Ghana [restent floues](#), mais **Michael Nyantakyi, le Secrétaire général du syndicat des services publics de distribution Public Utilities Workers Union**, affirme que [le gouvernement est responsable de la mauvaise gestion d'ECG](#). « Le gouvernement est censé verser des subventions, mais elles ne le sont pas et cela fait des mois que les services sont malgré tout assurés. Nous ne pouvons pas nier ce manque d'efficacité, mais il ne faut pas accuser les seuls employés d'ECG ».

**Île Maurice :** Les membres de la plate-forme Debout Citoyen [ont manifesté devant le Parlement](#) pour protester contre l'augmentation de l'âge de la retraite à 65 ans, encouragée selon eux par la Banque mondiale, **et contre la privatisation de la compagnie d'eau Central Water Authority**.

**Kenya :** [La Banque mondiale favorise le modèle des « partenariats public-privé » de manière agressive](#) malgré les critiques généralisées, **et affirme que c'est une solution à la dette croissante du gouvernement, mais le « Président Uhuru Kenyatta a défendu la hausse de la dette le 10 avril, déclarant qu'elle était majoritairement utilisée pour développer**

**les infrastructures destinées à soutenir la croissance économique.** 'L'argent ne sert pas au paiement des salaires ou à la consommation mais il permet de financer des projets qui vont stimuler la croissance économique et créer de l'emploi', a-t-il annoncé lors de l'inauguration du portail d'information du gouvernement. 'Il n'est pas possible de développer une économie ou un pays sans accès aux ressources' ».

**Kenya :** Dans son nouveau rapport sur la privatisation des écoles, l'IE signale que « [pour la moitié de la population kenyane, il faudrait consacrer 61% des revenus aux frais de scolarité, pour trois enfants scolarisés dans les écoles de Bridge International Academies](#). La scolarisation d'un seul enfant dans un institut Bridge **coûterait 20% des revenus de la moitié des Kenyans les plus pauvres** ».

**Namibie :** Le ministre des entreprises publiques, Leon Jooste, [nie avoir l'intention d'envisager le recours aux « partenariats public-privé » pour les entreprises publiques](#). « Jooste a proposé, entre autres, que le gouvernement ferme l'entreprise Roads Contractor Company (RCC) qui se trouvait jusqu'à cette semaine dans l'impossibilité de payer les salaires de son personnel, et qu'il **restructure TransNamib afin de permettre aux investisseurs privés d'en assurer la gestion en partenariat avec le gouvernement**. Il a par ailleurs clairement signalé qu'il n'avait jamais recommandé au gouvernement (ni à aucun comité ministériel) la privatisation de quelque entreprise publique que ce soit ».

**Nigeria :** **Près de quatre ans après la privatisation des entreprises de distribution d'électricité**, le secteur [est toujours gangrené par le conflit entre les distributeurs privés locaux et le gouvernement fédéral](#), qui demande aux sociétés de distribution d'électricité (DisCos) de bloquer leurs comptes. « **Le syndicat des cadres supérieurs des entreprises d'électricité Senior Staff Association of Electricity and Allied Companies (SSAEAC)** soutient également le projet du gouvernement fédéral de bloquer les comptes des entreprises de distribution d'électricité, assurant que c'est un pas dans la bonne direction. Le syndicat a également critiqué les entreprises de distribution d'électricité qui considèrent le blocage de leur compte comme une forme de nationalisation et affirment qu'il s'agit de propagande et de chantage, étant donné que l'efficacité et la sincérité dont les entreprises font preuve pour déclarer leurs revenus rendent l'opération inutile. (...) Ces positions ont été formulées dans une lettre du **Secrétaire général du syndicat, le camarade Umar Abubakar Dubagari, adressée au Président Muhammadu Buhari** ».

**Nigeria :** Le nouveau Directeur général du Bureau des entreprises publiques (BPE), M. Alex Okoh, [promet](#) qu'il va « veiller à ce que **toutes les entreprises commerciales privatisées par le gouvernement fédéral répondent aux attentes des accords qu'elles ont signés avec le gouvernement** lors de leur rachat. Responsable de la communication publique du BPE, M. Okoh a déclaré hier à Abuja qu'il s'assurerait également que les entreprises privatisées **apportent aux Nigériens les différents services escomptés** ».

**Nigeria :** Le secteur financier privé [continue de faire pression en faveur de l'adoption de « partenariats public-privé »](#). L'entreprise Financial Derivatives Company Limited déclare que « les PPP seraient essentiels dans les projets ferroviaires, la privatisation des raffineries publiques et les concessions d'aéroport, entre autres », [alors que les experts critiquent fortement l'intérêt du gouvernement pour les PPP, en particulier dans le secteur de l'eau](#). « Depuis plus d'une décennie, le gouvernement adopte une politique stricte selon laquelle la solution semble être d'attirer uniquement des capitaux privés, notamment par l'intermédiaire des partenariats public-privé. De nombreux groupes de la société civile exhortent le gouvernement à garantir leur droit de participer à ces processus », indique le **Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, Léo Heller**.

**Ouganda :** La volonté de **privatiser partiellement le régime national de retraite** [suscite scepticisme et appels à la réforme pour améliorer son fonctionnement](#). Le Président Museveni n'adhère pas à ce projet de loi. « En 2015, lors d'une manifestation du NSSF [Fonds national de sécurité sociale], le Président a déclaré : 'Certains sont venus me voir pour me dire que ce secteur serait plus efficace si l'on acceptait des acteurs privés, mais j'ai préféré garder le silence. Je ne me suis jamais opposé aux réformes proposées, pas plus que je ne les ai soutenues'. Il a poursuivi : '**Tant que les personnes qui font pression en faveur de la libéralisation ne disent pas que le NSSF est mal géré, il faudra vraiment me convaincre davantage**'. Pendant la même manifestation, il a fait remarquer : 'L'avantage, quand on n'a qu'un acteur, c'est d'avoir de l'argent disponible pour tout projet utile de développement des capitaux. (...) **L'ULS, les syndicats des travailleurs, les députés qui représentent les travailleurs et le NSSF ont le même message : amender la loi sur le NSSF, oui, mais l'abroger, non** ».

**Tunisie :** **Sharan Burrow, la Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI)** déclare que le gel des prêts du FMI, aujourd'hui [débloqués](#), risque de « [pousser la Tunisie au bord du gouffre](#) ». Avant le déblocage, **Jihen Chandoul, de l'ONG Observatoire tunisien de l'économie (OTE)**, a affirmé : « **Le FMI nous fait du chantage, en encourageant le gouvernement à privatiser les banques et les entreprises publiques et à adopter des réformes qui vont aggraver les inégalités.** Ces réformes vont totalement à l'encontre des objectifs de la révolution. Les accords du FMI ainsi que toutes les séries de réformes qui s'y rapportent devraient être soumises au processus démocratique du vote au Parlement tunisien. Le gouvernement devrait résister à la pression du FMI et entamer des négociations en vue d'une sortie des prêts du FMI ». Mais après une visite en Tunisie, le FMI a recommandé de « [mettre en œuvre la stratégie de réforme de la fonction publique afin de placer la masse salariale sur une trajectoire viable](#) ».

## Asie-Pacifique

**Australie :** **Stewart Little, le Secrétaire général du syndicat de la fonction publique PSA**, dénonce la décision des autorités de Nouvelle-Galles du Sud de [confier les services publics dédiés aux personnes handicapées à des « opérateurs non gouvernementaux motivés par les bénéfices](#) ». Cette décision intervient au moment où « un nouveau rapport du ministère fédéral de la Santé annonce qu'il a sous-estimé – de 30.000 personnes – le nombre de bénéficiaires du régime national d'assurance invalidité, ce qui représente un surcoût de 1 milliard USD. (...) Plusieurs dizaines de milliers de personnes risquent d'être victimes de la défaillance du système et de se retrouver dans les hôpitaux publics, les établissements de santé mentale, voire dans le système de justice pénale – qui n'ont pas le savoir-faire spécialisé requis pour prendre en charge le handicap ».

**Australie :** Le syndicat de la fonction publique *Public Service Association (PSA)* indique que « les modifications des visas 457 du gouvernement de Turnbull [doivent empêcher les autorités de Nouvelle-Galles du Sud d'externaliser des services publics essentiels et de remplacer les emplois locaux à temps plein par des travailleurs 'temporaires' étrangers](#) ». D'après **Stewart Little, le Secrétaire général de la PSA**, « **avec leur programme de privatisation de grande ampleur, les autorités de Nouvelle-Galles du Sud éliminent les travailleurs locaux qualifiés embauchés à temps plein et les remplacent par des travailleurs étrangers détenteurs de visas 'temporaires'**. Le système réformé va-t-il empêcher la Nouvelle-Galles du Sud d'engager plus de travailleurs à faible salaire qu'après la privatisation de ServiceFirst ? »

**Australie :** [Le service d'immigration externalise les centres de visas et plusieurs centaines de fonctionnaires risquent de perdre leur emploi.](#) « **Rupert Evans, le Président national du syndicat du secteur public *Community and Public Sector Union***, affirme qu'il s'agit d'une décision 'catastrophique' pour les employés concernés. 'C'est une nouvelle consternante pour les 250 personnes qui dispensent un service public essentiel. Elles craignent de perdre leur emploi mais sont également préoccupées par les **graves problèmes de sécurité et les autres risques que présente l'externalisation de leur travail dans le secteur privé, dont l'objectif est la recherche du profit.** Les personnels de ces centres d'appels traitent une grande diversité de demandes parfois complexes et ils ont accès à des informations extrêmement sensibles. Compte tenu des problèmes de formation et de sécurité qui se posent, **ils ne comprennent pas comment un opérateur privé pourrait fonctionner sans que le service d'immigration paye plus cher un service de moins bonne qualité** ».

**Australie :** [Les conducteurs de bus de Sydney désobéissent à l'ordonnance du tribunal et participent à une grève contre la privatisation.](#) **Chris Preston, le Secrétaire de division du *Rail Tram and Bus Union (RBTU)***, a qualifié la privatisation de « [trahison](#) » dans le Sydney Morning Herald. Dans un [communiqué de presse du RBTU](#), Preston a déclaré que la décision du gouvernement de privatiser les services de bus contribuerait à réduire considérablement les itinéraires, à fermer des arrêts de bus et à supprimer quelque 1200 emplois dans les transports publics : « **Les opérateurs de bus privés placent le profit avant le public.** Pour gagner de l'argent, ils vont réduire les services et la maintenance. C'est déjà arrivé. Les trajets de bus moins fréquentés et moins rentables sont supprimés et les usagers ne peuvent plus se déplacer ». M. Preston affirme qu'absolument aucune consultation n'a eu lieu avec la collectivité de la banlieue Inner West, les usagers et les conducteurs de bus concernant la décision de privatiser les services de bus. (...) '**Sans aucun doute, le gouvernement a désormais l'intention de privatiser tous les transports publics de Nouvelle-Galles du Sud.** Tous les usagers de Sydney se demandent si leurs bus seront les prochains à disparaître. Le Guardian signale que « [les Verts ont fait part de](#)

[leur soutien à la grève](#), et que Mehreen Faruqi a déclaré que la privatisation des services de bus « **sera catastrophique pour les travailleurs, les conducteurs et les usagers** ». Gladys Berejiklian, la Première ministre de Nouvelle-Galles du Sud, n'a pas écarté [la privatisation des services publics de bus dans les banlieues de l'est et les rives du nord de Sydney](#).

**Australie** : Le porte-parole de l'opposition de Nouvelle-Galles du Sud, Walt Secord, affirme qu'un rapport sur l'hôpital régional du sud-est (SERH) révèle l'existence [d'un plan « secret » plan visant à privatiser l'établissement](#). Ce rapport indique que le district local de santé du sud de l'État « étudie diverses options, telles que le développement au sein du SERH des services dédiés aux patients non hospitalisés et la **possibilité de faire venir un opérateur hospitalier privé pour accroître le nombre de lits gérés par le privé au SERH** ».

**Australie** : [L'opposition s'intensifie contre la construction et l'exploitation du nouvel hôpital Lower Hunter, à Metford, sous la forme d'un « partenariat public-privé »](#). La porte-parole de la santé des Verts, Dawn Walker, a déclaré que les résidents de Lower Hunter « **ne tarderaient pas à ressentir les effets de 'l'addiction du gouvernement à la privatisation'**. Selon elle, la participation du privé dans le nouvel hôpital 'manque de vision. Les hôpitaux privés espèrent un retour sur investissement et la recherche du profit **exerce inmanquablement une pression pour faire baisser les coûts, notamment en réduisant la durée des séjours des personnes très malades ou des patients à long terme**', a précisé Mme Walker ».

**Australie** : La proposition relative aux tests automatiques sur la consommation de drogue [risque de nuire à la réputation « d'intérêt général »](#) du centre de recherche Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO), critiquent les opposants au projet. **Nadine Flood, la Secrétaire du syndicat du secteur public Community and Public Sector Union** met en garde contre la volonté du gouvernement de mettre en place un dépistage algorithmique pour tester la consommation de drogue chez les bénéficiaires de l'aide sociale, ce qui, d'après elle, va poser les mêmes problèmes que le [scandale du recouvrement des dettes de Centrelink](#). « Ce système a créé un climat de peur chez les gens, qui ont été brutalisés pour obtempérer, explique Flood. Ce système robotisé pour recouvrer les dettes a provoqué beaucoup de souffrance et d'inquiétude parmi la population, et a affecté des milliers de personnes ».

**Australie** : **Victoire des services publics pour le syndicat du secteur public Community and Public Sector Union et pour tout le monde**. « Suite à une longue campagne, les membres du CPSU se réjouissent de voir que le gouvernement, dans son #Budget2017, [renonce à vendre Australian Hearing. Une bonne chose pour le personnel et les clients](#) ».

**Australie** : Alors que les autorités d'Australie-Occidentale s'apprêtent à réduire considérablement les augmentations de salaire pour certains et à geler les hausses pour d'autres, **le Secrétaire du syndicat du secteur public Community and Public Sector Union pour l'Australie-Occidentale, Toni Walkington**, signale que [la politique salariale doit prévoir des dispositions sur la sécurité de l'emploi et sur la privatisation des services gouvernementaux](#), faute de quoi les membres syndicaux auront du mal à accepter cette politique.

**Inde** : Dans un article pour l'hebdomadaire *Economic and Political Weekly*, **Bijoya Roy, chercheuse en santé publique au Centre for Women's Developing Studies (Centre de recherche sur le développement des femmes) à New Delhi**, analyse certaines questions complexes qui apparaissent [dans la réalisation des objectifs de santé publique en parallèle à la promotion des soins privés dans le secteur de la santé](#). « En 2017, l'ensemble du service national de santé s'aligne sur la volonté croissante d'offrir un accès universel aux soins de santé primaires, en fonctionnant comme un 'gardien' et en ouvrant des niveaux de soins secondaires et tertiaires à la réforme fondée sur l'économie de marché. Mais **cela ne permet pas de résoudre la crise actuelle du secteur public, et le renforcement du secteur public porte toujours très mal son nom** ».

**Inde** : [Au terme d'une longue bataille, les employés du service d'assainissement de la ville de Vijayawada sont enfin payés par les prestataires](#). « Les **prestataires de la municipalité n'ont pas fait preuve de clémence à notre égard**, malgré nos sollicitations. Peu de temps après avoir reçu mes salaires, j'ai dû rembourser une certaine somme à un prêteur privé', explique G. Narasamma, qui travaille dans le service d'assainissement. 'Comme les salaires n'avaient pas été versés depuis le mois d'octobre, j'ai eu de nombreux problèmes et je n'ai pas pu nourrir mes enfants deux fois par jour. Je n'ai pas pris un seul jour de congé, même quand j'étais malade. Mais maintenant au moins, les prestataires de la municipalité devraient reconnaître nos difficultés et verser les arriérés de salaire au plus vite', ajoute V. Adi Lakshmi ». **M. David, le Secrétaire du syndicat Municipal Corporation Employees Union pour cet État** dit que « l'indifférence de la municipalité vis-à-vis des prestataires est la raison principale du retard des salaires des employés de l'assainissement ».

**Inde :** Les chauffeurs et les factotums du Centre médical mobile de la mission nationale de santé (NHM) [ont organisé une manifestation](#) pour protester contre **le projet de privatiser les services médicaux**, à Assam. **Babul Talukdar, le Secrétaire général du syndicat des chauffeurs et factotums All Assam NHM MMU Driver Handymen Association** déclare que, « en recourant à un partenariat public-privé au sein du NHM, les autorités de l'État ont confié nos emplois à Hindustan Latex, ce qui n'est pas acceptable pour nous, car une grande incertitude pèse sur l'avenir des 250 chauffeurs et factotums qui travaillent dans une cinquantaine de centres médicaux mobiles à travers l'État ».

**Inde :** À mesure que le nombre d'emplois publics diminue sous la pression de la privatisation, [les demandes d'emplois réservés augmentent dans le secteur privé pour les groupes victimes de discrimination](#). D. Raja, membre du Rajya Sabha, la chambre haute du Parlement indien, « est l'un des législateurs des castes Dalit et OBC qui demandent au gouvernement de prendre des mesures législatives pour réserver des postes dans le secteur privé. Il avait soulevé une question du même ordre l'an passé à la chambre haute. **'Le nombre d'emplois diminue dans le secteur public. Le groupe de réflexion Niti Aayog conseille au gouvernement de privatiser davantage d'entreprises du secteur public, y compris celles qui font des bénéfices. C'est pourquoi il est nécessaire de réserver des emplois dans le secteur privé'**, affirme Raja ».

**Inde :** Girish Mahajan, le Ministre de l'Enseignement médical (BJP) de l'État de Maharashtra, se déclare en faveur des « partenariats public-privé » dans les [hôpitaux universitaires de la province](#).

**Inde :** Le gouvernement [semble de plus en plus favorable aux « partenariats public-privé »](#), mais Vedamoorthy Namasivayam, ancien expert du cabinet d'audit Deloitte, avertit que « **apparemment, la privatisation des services essentiels suscite une certaine inquiétude dans l'opinion publique, qui n'est pas entièrement infondée**, compte tenu des modèles de PPP de piètre qualité qui se sont révélés incapables d'établir un équilibre entre les besoins du public et ceux des investisseurs privés axés sur la demande. (...) En fin de compte, les PPP s'apparentent à un délicat exercice d'équilibriste, qui doit garder à l'esprit les intérêts des consommateurs, de l'État et des acteurs privés. L'investissement privé ne devrait pas être utilisé comme une béquille financière et **le gouvernement ne devrait pas être obligé non plus de se plier aux diktats du secteur privé** ».

**Japon :** Japan Post va enregistrer [sa première perte nette depuis sa privatisation, en 2007](#).

**Japon :** Le **Conseil pour la promotion de la réforme de la réglementation** publie un rapport qui [recommande « la privatisation de certains services chargés de faire appliquer les normes du travail »](#). Mais le ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être « **s'oppose à la privatisation de ce secteur, car les opérateurs privés ne sont pas investis de l'autorité nécessaire pour entrer de force dans les entreprises qui refuseraient les enquêtes volontaires**. Ces travailleurs privés s'occuperaient probablement des tâches qui ne nécessitent pas d'intervenir dans les entreprises, et pourraient distribuer les enquêtes et collecter les données y afférentes ».

**Japon/Myanmar :** Du fait du processus de transition toujours en cours au Myanmar, le gouvernement de la Ligue nationale pour la démocratie prévoit de libéraliser des services et de privatiser des entreprises publiques ainsi que les transports publics. Le [syndicat japonais des employés préfectoraux et municipaux \(JICHIRO\)](#), affilié à l'ISP, soutient le processus de transition démocratique du Myanmar en réalisant des activités de renforcement des capacités et **en partageant les expériences et les études d'impact de la privatisation des services publics municipaux japonais** avec les syndicats birmans, en particulier dans le secteur des services publics.

**Nouvelle-Zélande :** La **Quality Public Education Coalition (Coalition pour une éducation publique de qualité)** organise un forum sur « le commerce de l'éducation » ou « [comment le secteur du commerce exploite l'éducation et affirme avoir des solutions](#) ». Darren Powell, de la faculté de l'éducation et du travail social, à l'université d'Auckland, dirige un séminaire intitulé « Education for \$ale » (Éducation à vendre) consacré à « un phénomène particulier qui 'envahit' les écoles de l'ensemble d'Aotearoa–Nouvelle-Zélande : l'externalisation. Actuellement, les enseignants et les principaux sont invités à choisir une série de programmes en constante évolution proposés par des entreprises (telles que McDonald's), des groupes industriels (Seafood New Zealand, par exemple), des associations caritatives et d'autres organisations 'à but non lucratif', comme les 'pokie trusts'. Toutefois, **contrairement aux formes d'externalisation évidentes, comme les écoles sous**



contrat, l'externalisation de l'enseignement et des programmes s'apparente à une 'privatisation déguisée' qui véhicule toutes sortes de dangers cachés ».

**Nouvelle-Zélande** : Un éditorial publié dans *The Bay of Plenty Times* attire l'attention sur le fait qu'il est important d'avoir de « **bons services publics** ». Il est écrit dans l'article : « Observons les efforts constamment déployés pour remplacer ou réduire une grande diversité de services publics. **Une des options qui revient à chaque fois est la privatisation, mais elle s'accompagne toujours de risques et d'inconvénients**, à savoir : la recherche du profit du secteur privé l'emportera toujours sur un niveau d'efficacité satisfaisant (voir Serco et la gestion des prisons), en cas d'échec personne ne sera tenu de rendre des comptes (voir Novopay et la gestion catastrophique des rémunérations des enseignants), il y aura des pertes d'emplois et les rémunérations diminueront considérablement (voir les difficultés des personnels de santé pour gagner un salaire décent). (...) Le gouvernement en tirera peut-être un bénéfice électoral à court terme, mais notre société sera plus faible et moins bien servie si notre gouvernement n'a pas le courage de nous dire la vérité : qu'il est **important d'avoir de bons services publics et qu'il faut les payer, et que c'est à nous de les payer** ». [*Bay of Plenty Times*, 4 avril 2017]

**Nouvelle-Zélande** : Barry Coates, ancien député et directeur d'Oxfam Nouvelle-Zélande de 2003 à 2014 met en garde contre un accord de libre-échange signé par la Nouvelle-Zélande et l'Australie avec 12 autres pays insulaires du Pacifique, [que le gouvernement cherche « désespérément » à mettre en place suite à l'échec de l'Accord de partenariat transpacifique](#) (TPP). « Une des principales conséquences serait la perte de recettes douanières due à la réduction des droits de douane, ce qui **ferait baisser le financement des priorités sociales telles que la santé et l'éducation**, a souligné le FMI. Comme l'a indiqué le **Réseau du Pacifique sur la mondialisation**, 'réduire les droits de douane dans les petits pays insulaires du Pacifique priverait ces gouvernements de recettes indispensables pour les écoles et les hôpitaux, **et les accords commerciaux de ce genre encouragent souvent les gouvernements à privatiser et à externaliser les services publics**' ».

**Sri Lanka** : Le ministre des Finances Ravi Karunanayake déclare : « [Nous cherchons à privatiser tous nos actifs non stratégiques](#) au cours des années à venir ».

**Sri Lanka** : Le gouvernement fait part de son intention [de vendre plusieurs actifs « non stratégiques », dont l'hôpital Lanka](#). « [Pour répondre aux conditions du FMI, le gouvernement va privatiser davantage d'entreprises publiques](#), y compris des terrains et des immeubles. Il finalise déjà la vente du port d'Hambantota et de la compagnie aérienne Sri Lanka Air Lines. Les hôtels de luxe appartenant à l'État comme le Hilton, le Hyatt, le Waters Edge et le Grand Oriental, ainsi que l'hôpital Lanka et l'aéroport de Mattala figurent également sur la liste des projets de privatisation ».

**Thaïlande** : [Des investisseurs privés ont été invités à venir visiter 29 aéroports thaïlandais](#). « Les PPP et les opérateurs privés sont les principales options envisagées par le gouvernement thaïlandais qui cherche à injecter de l'argent privé dans le secteur des aéroports ».

## Amériques

**Bermudes** : Le syndicat des services publics **Bermuda Public Services Union (BPSU)**, dirigé par Jason Hayward, qui est également à la tête de la confédération syndicale **Bermuda Trade Union Congress (BTUC)**, [célèbre son 65<sup>ème</sup> anniversaire](#). Le BPSU lutte contre la volonté, soutenue par les entreprises, de restructurer la fonction publique afin de « [motiver les chefs d'entreprise pour laisser la privatisation entrer en jeu](#) », et il a participé à une campagne contre une concession de « partenariat public-privé » sur 30 ans pour le réaménagement de l'aéroport avec Aecon, une entreprise canadienne. En décembre, la police a lancé du gaz poivre sur des manifestants, et deux présidents de syndicats affiliés au BTUC sont actuellement jugés devant le tribunal de première instance et la Cour suprême des Bermudes pour deux infractions pénales. Le 2 mai, « [des centaines de personnes ont défilé à Hamilton](#) suite à la comparution de dirigeants syndicaux à la Cour suprême après les manifestations du 2 décembre. Près de 300 personnes se sont rassemblées devant l'immeuble Dame Lois Browne-Evans, où dix prévenus avaient comparu plus tôt dans la journée, parmi lesquels **Chris Furbert, le président de Bermuda Industrial Union, et le révérend Nicholas Tweed, de People's Campaign. Jason Hayward, le dirigeant du Bermuda Trade Union Congress**, avait annoncé au début du rassemblement que les autorités refusaient de libérer les prévenus, et les participants s'étaient mis à scander 'Laissez-les sortir' devant le tribunal ».

Le parti progressiste d'opposition PLP [a rendu hommage à la campagne de lutte contre le PPP](#), disant que « le fait que People's Campaign **s'oppose à la privatisation de l'aéroport est compréhensible, au vu des 16% de rendement que percevra l'entreprise canadienne Aecon**, qui seront pris en charge par les contribuables des Bermudes. Le plan du gouvernement des Bermudes consistera à appliquer une hausse des redevances aéroportuaires de 136%, tandis que toutes les recettes de notre aéroport partiront dans une entreprise canadienne et que les contribuables des Bermudes éviteront toute dépense importante. Cette considérable perte de revenus **signifiera qu'il y aura moins d'argent à consacrer aux priorités des Bermudes, notamment pour moderniser nos écoles publiques** ».

**Brésil** : D'après l'agence de notation Fitch Ratings, la crise politique qui sévit au Brésil suite au scandale de corruption impliquant le Président Temer [compromet la perspective d'une aide fédérale aux États](#) (en particulier en ce qui concerne l'allègement de la dette) et **risque de perturber le programme de privatisation du gouvernement**.

**Brésil** : [Le secteur de l'eau et des égouts pourrait être privatisé](#), l'Assemblée législative de Rio de Janeiro ayant adopté un projet de loi qui autorise la privatisation de la CEDAE, l'entreprise chargée de l'eau et des égouts dans cet État. « Certains points du projet de loi sont sujets à controverse : (i) l'absence d'indication de la valeur de vente de la CEDAE ; (ii) le manque de paramètres pour les futures parties qui souhaiteraient acheter des actions ; (iii) l'absence de preuves de la faisabilité du Plan de recouvrement financier de l'État ; (iv) **les impacts potentiels sur les services dispensés à la population suite à la privatisation** (c'est-à-dire l'augmentation des tarifs, les pénuries d'eau et la fin des subventions croisées). En outre, compte tenu du fait que la **CEDAE dessert 64 municipalités sur les 92 que compte l'État de Rio de Janeiro**, le processus de privatisation devra concilier les intérêts de ces municipalités. Les opérateurs de la CEDAE et **les municipalités s'accordent à dire que le processus de privatisation devra être largement discuté avec les collectivités concernées et qu'il devra prendre en compte les intérêts des usagers**, faute de quoi la CEDAE risque d'être confrontée à la rupture de nombreux partenariats, notamment avec les municipalités ». Sumitomo, une grande entreprise japonaise, et Brookfield Asset Management, une société canadienne, investissent dans le conglomérat de l'ingénierie brésilien Odebrecht.

**Brésil** : **La privatisation du loto menace 200.000 emplois**. « La loterie, qui est actuellement un monopole géré par la banque d'État CEF, a été divisée pour former Lotex (tickets à gratter) et SportBeting (paris sportifs). C'est la banque de développement BNDES qui est chargée du processus de privatisation. Environ 13.000 magasins de loterie franchisés de la CEF sont concernés par la privatisation ; ils emploient 200.000 personnes et celui qui remportera les concessions s'intéressera certainement aussi aux chaînes de paris électroniques ». [O Estado de São Paulo, 16 avril 2017]

**Canada** : [Les résidents de White Rock \(Colombie-Britannique\) se réunissent pour protester contre le projet de privatisation de la collecte des déchets](#). « Le forum a été **organisé par la SCFP/CUPE 402-01, le syndicat qui représente les employés municipaux de White Rock**, et se composait d'une discussion avec des intervenants suivie d'une séance de questions-réponses. 'C'était formidable de voir tant de résidents prendre part à une discussion sur un service à la population si important', déclare le **Président de la SCFP/CUPE 402-01, Mike Guraliuk**. 'Les services liés aux déchets solides comptent beaucoup pour nos collectivités ; la qualité de ces services a une incidence non seulement sur les résidents mais aussi sur la première impression que White Rock donne aux visiteurs, et sur notre capacité à atteindre les niveaux fixés de valorisation des déchets et à améliorer les normes environnementales' ».

**Canada** : Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP/CUPE) exhorte les Canadiens à « [protéger les services publics dont ils bénéficient](#) ». Le SCFP/CUPE déclare : « Face au financement insuffisant et aux besoins urgents d'améliorer et d'agrandir les infrastructures, **certaines municipalités voient dans la privatisation une solution rapide**. Toutefois, qu'il s'agisse de partenariats public-privé, de services externalisés ou de financements privés, la **privatisation finit par coûter beaucoup plus cher**. D'un autre côté, les bénéfices des entreprises passent avant l'intérêt public. La qualité en pâtit, le contrôle local est affaibli et, au fil du temps, les inégalités augmentent dans nos collectivités ».

**Canada** : À l'occasion de [la Semaine nationale des infirmières et de la Journée des employés des services d'aide à la personne](#), le SCFP/CUPE nous rappelle que « **les infirmières et les personnels de santé du SCFP/CUPE luttent aussi contre la privatisation et l'austérité**, et en faveur de services publics de qualité dans nos collectivités. Les infirmières et les personnels de santé du SCFP/CUPE continuent d'être à l'avant-poste, de se battre pour des soins publics de qualité et de travailler dur pour faire progresser les questions des personnels de santé ».

**Canada :** L'opposition s'intensifie contre la proposition du Parti libéral de créer une banque d'infrastructure qui, d'après les experts, va entraîner des **réductions au niveau des services et la privatisation des infrastructures**. « Un échange lucratif d'actions est en cours et la Banque d'infrastructure du Canada, dont l'objectif déclaré est d'accroître les opportunités de capital-investissement, va certainement encourager le développement de cet échange d'actions, [et les Canadiens risquent d'être confrontés à des réductions dans les services, à une hausse des tarifs, à une dégradation de la transparence autour de la propriété des services, à une diminution du contrôle public des services qui devraient rester dans le giron public](#) ».

**États-Unis :** Porto Rico, en proie aux difficultés financières et croulant sous la dette, [est contraint de privatiser l'exploitation des services publics](#). « La plupart des partenariats public-privé du territoire continental américain portent sur des projets relatifs aux transports mais, **d'après les autorités, leur portée serait bien plus importante à Porto Rico et les projets ne nécessiteraient pas d'approbation législative**. Le gouvernement espère notamment privatiser les services d'exploitation et de maintenance de plusieurs autoroutes et le service de ferry entre Porto Rico et les îles très fréquentées de Culebra et Vieques. D'autres projets concernent **la gestion des déchets, le logement des étudiants, les parkings et les installations récréatives, la technologie de l'information, les énergies renouvelables et le gaz naturel** ». Porto Rico « a emprunté 4,3 milliards USD de principal et doit le rembourser **à un taux d'intérêt de 785%**. En outre, de par la structure des accords, la majeure partie des 33,5 milliards USD est un intérêt non encore couru. C'est un intérêt à venir. En d'autres termes, ce n'est pas de l'argent qui qui que ce soit a réellement prêté à Porto Rico. [C'est un pur bénéfice d'investisseur](#) ».

**États-Unis :** **Jeremy Mohler et Donald Cohen, de l'organisme In the Public Interest**, décrivent [la vague de privatisation qui va déferler pendant la présidence de Trump](#). « **Toutes les catégories d'actifs et de services publics sont des cibles potentielles**. Depuis le jour des élections, les responsables républicains évoquent **la vente de terrains publics et la privatisation du système de contrôle du trafic aérien des États-Unis, du stockage des déchets nucléaires, de l'organisme public des médias Corporation for Public Broadcasting, et du ministère des Anciens Combattants**. Le Congrès contrôlé par les républicains va sûrement redoubler d'efforts pour transformer les prestations de sécurité sociale et de Medicare en bons individuels. Pour les conservateurs, le fait d'avoir Trump aux commandes est un véritable tiercé gagnant. Premièrement, il y a beaucoup d'argent à gagner : environ 7000 milliards USD sont dépensés chaque année par l'État fédéral, l'État et les autorités locales. Deuxièmement, **il y a une chance d'affaiblir sérieusement les syndicats du secteur public – farouches défenseurs de l'État et formidables opposants politiques lors des élections**. Troisièmement, les idéologues de l'économie de marché voient une possibilité de **redéfinir fondamentalement le rôle du gouvernement**. Dans une société démocratique, les citoyens ont des droits et des responsabilités les uns envers les autres. Dans une société d'économie de marché, les gens sont les consommateurs individuels d'un ensemble limité de services publics ».

**États-Unis :** Trump présente le budget le plus à l'extrême droite depuis des décennies, affichant des [réductions d'emplois brutales](#), la [vente d'actifs publics nationaux](#) et un **programme de privatisation massive** concernant [les infrastructures, l'éducation, les centres de détention pour immigrés \(hausse de 66%, y compris pour les prestataires privés chargés de la détention et de l'expulsion des immigrés\), et les services de santé](#). **Lee Saunders, le Président de l'AFSCME**, a déclaré : « Le budget du Président Trump est une catastrophe morale et économique. Les réductions proposées dans ce plan vont non seulement porter préjudice aux enfants et aux personnes âgées mais aussi détériorer la qualité de vie de millions de familles dans tout le pays, dans le but d'octroyer des allègements fiscaux colossaux aux grandes entreprises et aux riches. (...) Ce budget **élimine ou réduit drastiquement le financement de plusieurs dizaines de programmes et de services**, notamment dans les infrastructures, les transports, **la santé, l'éducation, et même la sécurité sociale**. Il punit aussi ceux qui souhaitent rembourser, en quelque sorte, leur collectivité **en éliminant un programme d'exonération du remboursement des prêts étudiants, autour desquels des milliers d'employés de la fonction publique ont déjà programmé leur budget familial**, et qui encourage un plus grand nombre de jeunes à poursuivre des carrières dans la fonction publique ».

**États-Unis :** Le projet du Président Donald Trump d'investir 1000 milliards USD dans les infrastructures américaines au moyen de [partenariats public-privé a rencontré une vive opposition au Texas](#). La Chambre des représentants du Texas a voté le 5 mai contre un projet de loi qui aurait autorisé les partenariats, dénommés PPP, à participer à 18 projets d'autoroute

pour un montant de 30 milliards USD. Ce revers laisse le deuxième État le plus peuplé des États-Unis dans l'incapacité d'accéder aux partenariats pour financer l'amélioration des infrastructures, bien que Trump propose d'élargir leur utilisation.

**États-Unis :** L'intérêt des écoles sous contrat [financées par des milliardaires partisans de la privatisation](#) s'est emparé du conseil d'établissement de Los Angeles. « Les dirigeants des grandes entreprises participent à une action qu'ils dénomment fallacieusement, tout comme les médias, 'réforme scolaire'. **Ce qu'ils cherchent réellement à mettre en place n'est pas une 'réforme' (visant à améliorer nos écoles pour le bien des élèves) mais la 'privatisation' (c'est-à-dire le contrôle commercial de l'enseignement public).** Ils pensent que les écoles publiques doivent être gérées comme des entreprises, dans lesquelles les enseignants sont des travailleurs dociles, les élèves des produits et le **budget une source de contrats rentables et de subventions versées aux sociétés de manuels scolaires, aux consultants et autres entités participant au grand commerce de l'éducation** ».

**États-Unis :** L'organisme [Eye on Privatization](#) diffuse une courte vidéo intitulée « [The Privatization Playbook](#) » au sujet de **l'incidence des intérêts privés sur les services publics essentiels**, et explique comment le public peut réagir.

**États-Unis :** En dépit d'une vive opposition de l'opinion publique, le conseil municipal de Mesa, dans l'Arizona, a voté en faveur de la [privatisation des activités pénitentiaires de la ville et du transfert des délinquants peu dangereux à une prison à but lucratif](#). « La ville va signer un contrat avec CoreCivic, précédemment connu sous le nom de Corrections Corporation of America, qui a changé de nom l'automne dernier **suite à de nombreuses allégations d'agressions et de violences sexuelles dans l'enceinte de ses établissements pénitentiaires** ».

**Jamaïque :** L'autorité aéroportuaire Airports Authority of Jamaica (AAJ) lance un appel à manifestation d'intérêt (AMI) afin que les offrants [étudient la privatisation de l'aéroport international Norman Manley](#) (la date limite étant le 13 juin). L'AAJ a reçu un prêt de la Banque européenne d'investissement pour ce projet et « bénéficie d'une subvention, qui est utilisée pour fournir une assistance technique et réaliser des études sur **le projet de privatisation de l'aéroport** ».

**Mexique :** Vingt ONG ont fait part de leur soutien aux [infirmières du Chiapas qui ont entamé une grève de la faim pour protester contre la crise qui sévit dans le secteur de la santé](#). « Entre-temps, **des membres de l'Assemblée nationale des organisations sociales-Mouvement enseignant et populaire**, à laquelle participent des enseignants de la **Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement (CNTE)**, ont défilé dans les rues à proximité de l'hôpital pour femmes Rafael Pascacio Gamboa, où était établi un camp de médecins, infirmières et autres travailleurs qui protestaient depuis quatre mois, et où les infirmières ont commencé une grève de la faim en avril. **Lors de la réunion des enseignants, des intervenants ont exprimé leur soutien en faveur de la lutte des travailleurs syndiqués dans le secteur de la santé.** Comme dans le secteur de l'éducation, ont-ils fait remarquer, le gouvernement fédéral délaisse le système public national de santé pour **se diriger progressivement vers la privatisation, favorisant ainsi les intérêts commerciaux nationaux et internationaux** ». La grève de la faim s'est terminée au bout de dix jours, [lorsque les infirmières ont conclu un accord avec les autorités de l'État](#). « Les accords entre les infirmières et les autorités comportent la réintégration immédiate de leurs collègues mis à pied et le réapprovisionnement permanent de médicaments et de fournitures médicales à l'hôpital Rafael Pascacio Gamboa ».

**Mexique :** Le mouvement syndical « n'autorisera jamais la privatisation des services publics de santé, comme le laisse entendre la rumeur, déclare le **Sénateur Joel Ayala Almeida (Parti révolutionnaire institutionnel)** ». Également **dirigeant de la fédération des syndicats de la fonction publique (FSTSE)**, Ayala Almeida a signalé aux journalistes présents au Sénat que les organisations de travailleurs avaient confirmé la validité des institutions publiques de santé telles que l'IMSS (Institut mexicain d'assurance sociale) et l'ISSSTE (Institut de sécurité sociale et services sociaux des fonctionnaires) ».

**Mexique :** [Les protestations des employés des services publics de santé sont quotidiennes](#), écrit Asa Cristina Laurell dans *La Jornada*. « Les autorités disent qu'elles améliorent les services, mais pour les personnes directement concernées, qu'il s'agisse des employés ou des usagers, la réalité est toute autre ». Les problèmes les plus cruciaux sont le manque de personnel et les contrats irréguliers, en particulier au ministère de la Santé (SSA) et dans les systèmes du secteur de l'État (SES). Le régime d'assurance populaire (SP) ne fait qu'aggraver la situation en créant de la concurrence entre les prestataires privés et publics et en mettant en place « **un processus de privatisation de plus en plus fréquemment** ».

**Mexique** : Les enseignants retraités de la **Coalition nationale des retraités** ont défilé jusqu'au siège de l'Institut de sécurité sociale et services sociaux des fonctionnaires (ISSSTE) [pour demander le versement de leur retraite et de leurs prestations](#) et pour **manifeste contre la privatisation des services médicaux**.

**Mexique** : [Les enseignants d'Oaxaca défilent contre la répression et la persécution](#), affirmant qu'en **37 ans de lutte ils ont été « emprisonnés, massacrés, brutalisés »**, quand on n'a pas cherché à les « faire disparaître », parce qu'ils s'opposaient à la privatisation de l'éducation.

**Panama** : Le Front national de défense des droits économiques et sociaux du Panama (**Frenadeso**) avertit que la [privatisation menace la sécurité sociale et les régimes de santé](#) sous l'impulsion de groupes favorables à la privatisation et de « l'avis du FMI ».

**Panama** : **Aniano Pinzón, le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs du Panama (UGTP)**, indique qu'il existe [une volonté bien orchestrée du gouvernement d'affaiblir l'IDAAN, l'aqueduc et le service public d'égouts du Panama, pour justifier son plan de privatisation](#). Pinzón déclare que l'UGTP et les syndicats soutiennent la lutte des employés de l'IDAAN contre la privatisation, notant que **les travailleurs organiseront, si nécessaire, une mobilisation nationale pour empêcher la privatisation de cette entité**.

**Pérou** : D'après Juan Mendoza, [de nombreux « partenariats public-privé » se sont révélés être une véritable « arnaque pour le Pérou »](#). Il pose la question : « **Pourquoi a-t-on besoin de PPP si c'est l'État qui finance les travaux ?** »

**Sainte-Lucie** : [Le Premier ministre Allen Chastanet envisage l'idée de privatiser les services postaux de Sainte-Lucie](#). « Ce n'est pas une décision que nous prendrons à la légère, annonce-t-il, mais à laquelle nous devons réfléchir compte tenu des exigences de l'époque et de notre délicate situation budgétaire. La privatisation va permettre deux choses : elle va forcer l'entreprise à revoir son fonctionnement et à être plus efficace, et **la valeur des services va être confrontée aux forces du marché, ainsi les prix devront être déterminés en conséquence** ».

**Uruguay** : Une nouvelle étude réalisée par l'université de Barcelone signale [qu'il existe un « climat politique » propice à la privatisation de l'éducation en Uruguay](#).

## Europe

**Belgique** : Une loi a été adoptée pour **assouplir les réglementations relatives aux agents de sécurité privés engagés par la police**. « Au titre de cette nouvelle loi, des agents privés pourraient par exemple effectuer des opérations consistant à passer en revue de manière préventive les bâtiments et terrains à la recherche de matériel d'espionnage, d'armes, de drogues ou d'explosifs, mais ils ne seront pas habilités à chercher des preuves d'éventuelles infractions, ni à prendre part à la fouille des personnes. La police pourrait également faire appel aux agences de sécurité pour le soutien technique, tel que les drones, les véhicules ou les chiens renifleurs, mais seule la police pourra décider de l'action à entreprendre ». [Agence Belga, 17 mai 2017]

**Chypre** : Une étude récemment réalisée par le ministère des Relations de travail révèle une [forte augmentation des grèves](#) pendant la crise financière, en particulier en 2012. « **La Secrétaire générale adjointe du syndicat PEO, Sotiroula Charalambous**, a déclaré au Cyprus Mail qu'il y avait deux raisons principales à la hausse des grèves. En premier lieu, de nombreux employeurs ont enfreint les conventions collectives, ce qui a incité les travailleurs à entreprendre des actions revendicatives. En second lieu, **les grèves ont augmenté du fait du combat mené par les syndicats des travailleurs contre la privatisation des services publics**, a ajouté Charalambous ».

**Chypre** : [La Commission européenne demande à Chypre de remédier à son manque d'efficacité dans le secteur public](#). « Les recommandations spécifiques adressées au pays portent également sur **la nécessité de reprendre le programme de privatisation**, qui prévoyait la vente de l'entreprise publique de télécommunications Cyta, un projet que le gouvernement avait **abandonné au début de l'année dernière, face à une forte opposition politique et syndicale**. En ce qui concerne l'entreprise d'électricité Electricity Authority of Cyprus, **que le gouvernement avait supprimé de ses projets de privatisation l'année précédente**, Chypre devrait la séparer en deux entités d'ici à la fin de l'année 2017 ».

**Espagne :** Dans un [Manuel de lutte contre la privatisation de la santé](#), Juan Antonio Gil de los Santos (porte-parole de Podemos dans le secteur de la santé et député andalou) et Gustavo Laguardia font part de leurs suggestions pour mettre en place des « actions visant à inverser et à combattre la privatisation du système public de santé ». Il s'agit notamment de privilégier la **transparence**, de réaliser un audit précis du capital humain, des services et des infrastructures pour pouvoir les réajuster en conséquence, de savoir clairement s'il est question de services préventifs, curatifs ou de rééducation, de veiller à la supervision et à la professionnalisation appropriée des responsables, de « **valoriser et reconnaître nos professionnels de santé** » et de « cesser de jouer un rôle passif et secondaire sur le marché des médicaments. Il représente plus d'un tiers des dépenses totales de santé ».

**Espagne :** Devant l'hôpital Puerta del Mar, des manifestants, qui se sont donné le nom de « Marée blanche de Cadix », [ont protesté contre l'externalisation des services de santé](#) qui, d'après eux, « n'est rien d'autre que la privatisation du système de santé ».

**Espagne :** Deux cents gardiens de prison ont manifesté contre la privatisation devant le siège de la délégation gouvernementale. Les syndicats CCOO, CSIF, UGT et APFP ont signé un manifeste visant à demander des conditions de travail décentes pour les personnels pénitentiaires, des salaires décents pour les fonctionnaires et « **l'arrêt immédiat du processus de privatisation** ». [La Verdad Online, 24 mai 2017]

**Espagne :** [À Valence, toutes les infrastructures pour la jeunesse seront revenues dans le secteur public d'ici à 2020](#). « La privatisation du système est terminée », déclare Mónica Oltra, la Vice-présidente de la Generalitat et Ministre régionale de l'Égalité et des Politiques inclusives. « **Un système privé ne subordonne pas les droits des enfants à quelque intérêt légitime que ce soit** ».

**Espagne :** Mariano Sanchez Bayle, le Président de l'Association de défense de la santé publique de Madrid, a demandé [une augmentation du nombre de lits de moyen et de long séjour pour atteindre entre 7100 et 8100 lits](#). « **Nous devons en finir avec le processus de privatisation et la détérioration délibérée de la santé publique à Madrid** », a-t-il déclaré. « Nous devons reconnaître qu'il faut davantage de lits dans les hôpitaux publics et qu'il faut équiper correctement le nombre de lits nécessaires de moyen et de long séjour de la région ».

**France :** D'après un rapport récent, [une condition essentielle pour créer une « ville intelligente » efficace](#) – numérisation des services publics locaux – est de respecter le principe de « souveraineté » fondé sur « l'autonomisation des citoyens » pour « **prévenir la privatisation de la ville** ».

**France :** [Véolia a obtenu la concession de la gestion de la plage de La Baule, en Loire-Atlantique, mais ce projet suscite la controverse](#). Les commerçants locaux [ont protesté contre cette « privatisation » de la plage, d'autant que Véolia a annoncé une hausse des loyers de 57%](#). Cette situation tendue a donné lieu à un [compromis](#) entre le maire, les commerçants et Véolia, « et la ville propose maintenant de confier la gestion de la plage à Véolia sous une forme différente : au travers d'une société d'économie mixte locale (SEML), donc avec des fonds privés aussi bien que publics ». (...) « Il existe en France 1500 plages en concession, dont environ 400 sur la Côte d'Azur, d'après l'étude de Protourisme, un cabinet de conseil en tourisme. Ces plages génèrent plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires (dont 600 et 800 millions d'euros en restauration) et totalisent entre 8000 et 10.000 salariés ».

**France :** Dans le contexte des élections législatives, la situation suscite des inquiétudes quant à une possible réduction du personnel dans les services publics de santé, et au sujet de [la privatisation et de la financiarisation des systèmes de santé et de protection sociale](#).

**Irlande :** Paul Sweeney, Président du réseau Tasc Economists' Network et ancien économiste en chef pour la Confédération des syndicats irlandais, estime que « nous devrions reprendre tous les actifs publics que nous avons cédés gratuitement et que [les gouvernements doivent tenir davantage compte de l'intérêt public et mettre fin à toutes les privatisations gratuites d'hôpitaux et d'écoles financées par l'État](#); il doit redevenir le propriétaire de toutes les privatisations gratuites réalisées par le passé et veiller à ce qu'elles soient inscrites comme actifs sur le bilan de l'État ».

**Irlande :** Un appel a été lancé en faveur d'un référendum constitutionnel dans le but de bloquer toute future privatisation des services d'eau. **Le conseiller indépendant Declan Bree** a déclaré : « Le gouvernement n'a pas le droit d'imposer les redevances d'eau, mais nous ne pouvons nous en contenter. Les autorités ont voté pour garder Irish Water et continuer à installer des compteurs dans les nouvelles maisons. **Cela laisse clairement la possibilité à tout futur gouvernement de décider des redevances et de privatiser les ressources en eau.** Dans ce contexte, un référendum est désormais bientôt nécessaire pour ajouter un amendement à la Constitution visant à écarter à l'avenir toute privatisation de l'eau ou des services d'eau ». [*Sligo Champion*, 25 avril 2017]

**Irlande :** [L'externalisation est devenue un enjeu des négociations salariales dans le secteur public.](#) « **Eoin Ronayne, le Secrétaire général du syndicat de la fonction publique Civil Public and Services Union,** a expliqué à ses membres sur son site Internet que les syndicats ont rejeté certains éléments de la liste de souhaits dressée par le ministère des Dépenses publiques et de la Réforme lors des négociations de Haddington Road et Lansdowne Road. (...) Au cours des discussions liées à l'externalisation, il a été signalé que le **gouvernement semblait chercher à affaiblir les contrôles existants sur la manière dont les services peuvent être confiés au secteur privé.** Pour l'heure, une analyse commerciale doit être présentée sur la raison pour laquelle un service devrait être externalisé, sans indiquer toutefois les frais de personnel. En effet, si ces frais étaient précisés, il est à craindre que le secteur privé **n'offre ce service avec le salaire le plus faible possible et les conditions les plus élémentaires qui soient** – ce qui laisserait peu de chances au service public d'être compétitif ».

**Italie :** La Banque d'Italie fait actuellement pression sur le gouvernement pour qu'il [explique ses projets de privatisation](#) dans le but de réduire la dette. « La résistance à la vente des actifs de l'État gagne du terrain parmi les classes dirigeantes à l'approche des élections nationales de début 2018. **Luigi Federico Signorini,** membre du conseil administratif de la Banque d'Italie, **a déclaré lors d'une réunion-débat parlementaire que le projet du gouvernement ne donnait pas beaucoup de détails sur ce qui allait être privatisé** ».

**Royaume-Uni :** Les syndicats n'ont pas caché leur colère suite à la [proposition du Comité du district d'Antrim and Newtownabbey d'externaliser la collecte des déchets pour la confier à une entreprise privée à but lucratif.](#) « Ce projet devrait également prévoir un programme de départs volontaires du personnel du Comité. L'autorité locale a déjà approuvé les propositions en séance à huis clos, à laquelle la presse n'a pas été autorisée à assister ». **Le syndicat GMB** « a critiqué ce qu'il qualifiait d'**accord 'secret' destiné à privatiser la collecte des déchets,** sans que les employés concernés ni les syndicats qui le représentaient n'aient été consultés au préalable sur ces propositions. **D'après l'organisateur régional de GMB, Alan Perry,** ce projet signifiait que ' l'argent passerait avant la collecte des ordures' et que **toutes les collectes du district risquaient d'être externalisées.** Il a déclaré : 'Lorsque des contrats du secteur public sont confiés à des entreprises privées, quel que soit le niveau d'expérience qu'elles pensent avoir, **le profit devient le principal enjeu du contrat.** Il faut gagner de l'argent et la prestation de service devient secondaire. Par ailleurs, les comités et le public perdent le contrôle du volume des déchets et le service vient à manquer de cohérence. Notre principale préoccupation pour le moment concerne la sécurité de l'emploi de nos membres'. **Le responsable régional d'Unite, Michael Keenan,** a également fait part de 'l'opposition catégorique' de son syndicat à l'égard des propositions. 'La direction pense pouvoir obtenir suffisamment de départs volontaires pour présenter son plan, afin d'éviter les obligations liées au TUPE (Transfert d'entreprises – protection de l'emploi)', a-t-il ajouté, précisant que 'les nouveaux employés qui effectueront ce travail seront moins payés que ceux qui sont à l'heure actuelle directement embauchés par le comité. Les membres du personnel du comité craignent en outre que **cette approche se reproduise avec l'externalisation des services de loisirs et la volonté de contourner les protections du TUPE pour ces employés** ».

**Royaume-Uni :** [La pénurie de médecins généralistes est liée à la privatisation du service de santé \(NHS\) menée « en secret » par le gouvernement,](#) **souligne Mick Hall, médecin généraliste.** « Désormais, les patients voient rarement le même médecin deux fois. En plus, un généraliste en cabinet gagne beaucoup plus d'argent qu'un généraliste salarié et une somme non négligeable est versée en plus pour les honoraires du cabinet. Est-il étonnant de voir le NHS se vider de son argent s'il finance les honoraires élevés des cabinets privés ? »

**Royaume-Uni :** Au moment des élections au Royaume-Uni, le dirigeant du Parti travailliste Jeremy Corbyn [a évoqué la nécessité de protéger les services publics contre la privatisation.](#) « Il faut convaincre les chômeurs de longue durée que ce n'est pas à cause des migrants qu'il n'y a pas de travail pour eux, mais à cause d'un programme économique de

désindustrialisation et d'insécurité... et que **nos services publics disparaissent peu à peu du fait de l'austérité et, souvent, du comportement prédateur de la privatisation** ».

**Royaume-Uni** : Dans le contexte des élections nationales, [le Parti travailliste a publié un Manifeste qui critique la privatisation](#) : « **Suite à la privatisation, de nombreux biens et services élémentaires ne sont plus sous le contrôle démocratique** ». Le Parti promet de faire revenir les compagnies de chemin de fer privées dans le secteur public lorsque les concessions arriveront à terme, d'assurer la transition vers un secteur énergétique public et décentralisé, de remplacer « le système d'eau actuel qui ne fonctionne pas par un réseau de compagnies d'eau régionales publiques », et d'inverser au plus vite le processus de privatisation de la poste, Royal Mail.

**Royaume-Uni** : Nils Pratley (auteur de l'article « [Le plan de renationalisation de l'eau du Parti travailliste est un pétard mouillé](#) », The Guardian, 17 mai) estime qu'il n'est pas nécessaire de renationaliser l'eau en Angleterre et au Pays de Galles parce que la réglementation est suffisante pour maîtriser l'attitude monopolistique des opérateurs privés. Mais cet argument n'est pas convaincant lorsqu'on examine l'histoire de la privatisation de l'eau depuis 1989. Un nouveau dossier du PSIRU, réalisé par Emanuele Lobina, indique que [la privatisation de l'eau en Angleterre et au Pays de Galles a entraîné une hausse inquiétante de la pénurie d'eau](#) et que l'organisme de réglementation économique Ofwat constitue une partie du problème. Il ressort de ce dossier que la renationalisation est indispensable pour lutter contre la pénurie d'eau.

**Serbie** : [La privatisation est à l'origine de manifestations](#) visant à demander « la protection et l'amélioration du statut de tous les travailleurs, **la prévention de toute autre privatisation**, l'abolition des réductions des salaires et des retraites, la protection du niveau de vie, la révision de l'accord de confirmation avec le FMI, ainsi que **l'accessibilité et le financement public total de l'éducation et de la santé** ».

*[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*